



**journal
libertaire**

RAPPORT D'ORIENTATION

DU M.C.L.

VERS

L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE

ANARCHISTE

RAPPORT D'ORIENTATION DU M.C.L. (BRUXELLES) VERS
L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE.

" ...si un groupe existe pour la
lutte classe, il existe avant
tout par elle. "

Une nouvelle orientation s'est opérée au sein du MCL (Bruxelles). Il ne s'agit pas d'une évolution fortuite, mais bien de l'aboutissement logique d'une réflexion sur la pratique du groupe durant ces dernières années.

En effet, notre démarche, cette année fut de préciser et de réaffirmer notre projet politique. Ce travail fut collectif, et nous pensons que la confrontation pratique-théorie révolutionnaires au sein du groupe est une position minimale d'organisation que nous ne pouvons abandonner au profit d'un amalgame d'individualités vaguement anarchisantes.

Il nous a donc semblé logique, après débat interne, de réexaminer la proposition de poursuivre la création d'une fédération anarchiste sur des bases jugées trop minimales par certains d'entre nous. Dans le bilan des activités du groupe que nous publions, il nous a paru important de rappeler son origine, afin de permettre une meilleure compréhension de l'évolution politique vers l'organisation révolutionnaire anarchiste.

Il est évident que ce tour d'horizon n'est pas exhaustif. Dans l'évolution du groupe, nous avons surtout cherché à mettre en évidence sa cohérence politique tout au long d'une démarche que l'on pourrait certes qualifier d'hésitante : du départ de "Socialisme et Liberté" en 1967, en passant par Liaisons et le groupe 18/2, pour en arriver, au Mouvement Communiste Libertaire en 1972, on peut constater la présence d'une théorie politique cohérente, théorie alliant les notions fondamentales du communisme de conseil à l'anarchisme autogestionnaire, ainsi qu'une synthèse des principes organisationnels avancés par la plateforme d'Archinoff - le compagnon de combat de Makhno - et les thèses conseillistes de Pannekoek.

Au début de 1973, le MCL se définissait ainsi :

- " La révolution qui renversera la société d'exploitation capitaliste ne se fera que par la révolte radicale des travailleurs unis contre l'oppression des régimes autoritaires, les travailleurs assumant directement la responsabilité de leurs luttes : "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".

Actuellement, une tendance à la radicalisation des luttes ouvrières se manifeste partout dans le monde, ces grèves démontrent clairement l'orientation nouvelle du combat ouvrier : opposition au patronat, ennemi de classe traditionnel, mais aussi opposition au syndicat, dépositaire de nouveaux de nouveaux privilèges bureaucratiques, éléments d'intégration au système, et aux revendications quantitatives à propos du niveau de vie, dépassant ainsi les luttes purement salariales et corporatives d'autant.

Pour affronter l'ennemi de classe avec succès, il est indispensable de réaliser l'unité d'action des travailleurs à la base, par la multiplication et la radicalisation des comités de lutte, dont la gestion est autonome et indépendante des syndicats réformistes et des groupuscules léninistes. C'est du succès de telles initiatives que dépendra l'avancement de la révolution socialiste et libertaire.

Le mouvement communiste libertaire nous apparaît comme lieu de coordination des militants révolutionnaires, comme lieu de réflexion et d'échange de vues sur la pratique quotidienne des luttes afin de permettre une ébauche de théorisation collective ainsi que l'acheminement d'une information parallèle. Ce que nous préconisons pratiquement relève de l'organisation du mouvement révolutionnaire à la base : multiplication des contacts à tous les niveaux, débouchant sur une information objective et non contrôlée par un quelconque appareil. " (Journal Libertaire n° 0 janvier 73)

Des erreurs, bien sûr, ont été commises. Les anarchistes n'échappent pas à la culture ambiante, ce qui ne peut nullement justifier les erreurs en question.

Au contraire, c'est par la critique constante des motivations individuelles au sein du groupe et de l'organisation, que l'on peut arriver à une certaine cohésion interne d'une part, et à une possibilité d'action beaucoup plus juste dans la lutte que nous livrons quotidiennement contre l'exploitation capitaliste, et à radicaliser ce combat petit à petit en unissant nos forces.

Enfin, pour nous, si nous faisons allusion à une théorie révolutionnaire bien précise : le communisme libertaire, il ne s'agit nullement d'une idéologie abstraite déterminant au préalable nos analyses (idéalisme), mais le résultat de l'expérience historique des luttes contre l'exploitation et de leur théorisation par les faits (matérialisme). L'anarchisme n'est pas une doctrine, mais bien la théorisation d'un mouvement de faits sociaux, déterminés par la réalité des luttes de classes.

Ce rapport d'orientation comprend trois parties :

- I. Esquisse d'une analyse historique du groupe de bruxelles.
- II. Elaboration d'une structure organisationnelle : de la définition, du rôle et de la nature de l'organisation révolutionnaire anarchiste.
- III. Orientation politique et stratégique de l'organisation : autogestion, militarisme, écologie, syndicats,...

I. ESQUISSE D'UNE ANALYSE HISTORIQUE DU GROUPE DE BRUXELLES
de la naissance, de l'évolution et des contradictions,
enfin de l'orientation vers l'organisation révolutionnaire
anarchiste du groupe de Bruxelles

A. AVANT 65

Les grèves 60-61, les anars individualistes.

B. DEBUTS EN 66.

Le Libertaire, Unité Ouvrière, les Provos

C. CONTESTATION ETUDIANTE.

D. L'APRES MAI

L'Alliance, Liaisons, Crise du groupe 18/2

E. 1971 : NOUVEAU DEPART

Le Groupe Communiste Libertaire

F. 1972-73 : HCL et GLL

Vers l'organisation révolutionnaire anarchiste

A. AVANT 65

Nous nous bornerons à apporter un témoignage de militants. N'étant pas historiens, nous n'avons pu contrôler les diverses sources de documentation existant sur l'histoire de l'anarchisme en Belgique avant 1965. Mais ce qu'il faut remarquer dès le départ, c'est l'absence d'un mouvement anarchiste solidement implanté en Belgique, voire même l'inexistence d'une tradition libertaire.

Bien sûr, on pourrait relever quelques signes d'une vieille présence anarcho-syndicaliste à Liège et dans le Borinage. Mais ce sont là des résidus historiques isolés, et les camarades rencontrés faisaient surtout allusion aux luttes ouvrières passées, regardant avec un certain scepticisme l'évolution actuelle du prolétariat.

En fait, avant d'analyser les composantes actuelles de l'anarchisme renaissant en Belgique, rappelons brièvement, un événement qui a marqué toute l'évolution du mouvement prolétarien belge depuis une dizaine d'année..

1. Les Grèves de 60-61

Il s'agit de la dernière grande grève prolétarienne, celle de 60-61. La grève fut totale en Wallonie, ainsi qu'en Flandre, où contrairement à l'avis des syndicats et de l'Eglise, les principaux centres industriels avaient débrayés. Les revendications des travailleurs, au départ, étaient floues, et si le mouvement fut lancé par une campagne d'information du PSB sur la Loi Unique, le parti socialiste ne songeait nullement à la grève générale, mais uniquement à préparer son tremplin électoral pour sortir de l'opposition.

Seulement, les événements du Congo se trouvaient encore dans les mémoires, et les explications PSBistes aidant, la population comprit que le gouvernement Eyskens (PSC-Libéral) s'apprêtait à lui faire payer la note de frais congolaise. Bien sûr, certaines mesures sociales devaient être prises pour sortir de la crise (finalement assez minime pour l'économie) du reclassement du personnel colonial de l'impérialisme belge au Congo. Comme toute bonne loi capitaliste la Loi Unique, en toute équité démocratique, voulait simplement répartir les charges nouvelles occasionnées par la faillite de la politique colonialiste de la bourgeoisie belge.

La Loi Unique s'adressait donc aux travailleurs et visait plus particulièrement les agents des Services Publics.

Le mouvement de grèves générales provoquera la chute du gouvernement Eyskens, et son remplacement par une équipe travailliste (démocrates-chrétiens et PSB) qui logiquement fera passer - en plusieurs lois - les mesures prévues par la Loi Unique pour dépanner le capitalisme financier, qui renforce ainsi son emprise sur l'Etat belge.

La conjoncture économique s'améliorant rapidement, le gouvernement travailliste favorisa plusieurs réformes sociales que l'extorsion de la plus-value par le capitalisme monopoleur permettait encore. Ces divers gouvernements travaillistes cautionnèrent également la nouvelle politique économique qui vit l'augmentation des investissements en Flandre au détriment de la Wallonie.

Ceci peut nous expliquer l'absence de mouvement d'opposition durant l'entre-deux crises (61-69). En fait, en 1964, le PSB normalisa sa situation interne en expulsant ses intellectuels trotskystes et ses jeunes gauchistes. Cet événement n'eut aucune incidence au sein du prolétariat. Tout comme d'ailleurs la dissidence pro-chinoise et la constitution d'un parti communiste d'obédience mao-stalinienne. Il était normal qu'en 1965, après avoir suivi les Jeunes Gardes Socialistes dans leur critique contre la direction droitière du PSB, mais poursuivant une analyse plus poussée de la bureaucratie politique et syndicale, que certains camarades s'orientent vers l'anarchisme. Mais il était logique aussi de ne pas trouver à l'époque de groupe organisé à Bruxelles.

(On peut trouver une analyse détaillée de la grève 60-61 dans les Cahiers LIAISONS de Juin 1971).

2. Les anarchistes individualistes

Cette situation n'empêchait nullement quelques camarades de diffuser les idées libertaires, mais à titre individuel. Ainsi, en novembre 1965 paraissait le numéro 2 de "L'Ordre Libre", organe du Cercle La Boétie, qui nous apprenait la liquidation de L'Institut de Possibilités animé par J De Smet. D'autre part, il signalait l'existence d'un Centre Libertaire, dans un local loué par la CNT de Bruxelles.

De son côté, Hem Day animait la revue "Pensée et Action", et maintenait vivante la flamme de l'anarchie. Le mouvement anarchiste se limitait donc à quelques individualités dont les visions d'avenir se limitaient au passé de l'anarchisme.

B. DEBUTS EN 1966

Ce fut autour de "Noir et Rouge", revue anarchiste-communiste et du livre de synthèse sur l'histoire du mouvement anarchiste de Daniel Guérin, édité fin 65, qu'un premier noyau libertaire se constitua à l'ULB.

Encore, très informel, ce noyau n'avait pas encore rompu avec les Etudiants Socialistes (groupe autonome, ayant quitté le PSB en 64 et influence par le courant trotskyste), des discussions s'engagèrent sur la révolution russe, et bien sûr Kronstad, l'Ukraine furent abordés.

1. Le Libertaire de Liège

En 66, des contacts furent pris par les camarades de Bruxelles avec le groupe Socialiste Libertaire de Liège. Ce groupe était essentiellement composé d'ouvriers de Cockerill-Ougrée - des "saboteurs" exclus de la FGTE après 61... En 67, probablement après la diffusion du livre de Guérin, plusieurs étudiants rejoignirent ce groupe qui pris l'initiative de publier Le Libertaire :

- " Le Libertaire se réclame de l'Anarchie. Et en attendant une société sans autorité et sans privilège, nous invitons tous les compagnons, anarcho-syndicalistes, anarchistes-communistes, socialistes libertaires... à développer et à diffuser tous ensemble notre oeuvre et à exposer les principes libertaires le plus clairement possible. Ceci pour que les hommes de bonne volonté, animés par l'esprit de vérité et de justice, nous comprennent et afin de montrer, à ceux qui l'ignorent, l'immoralité de la société présente, et les aider à se former, à avoir un sens approfondi de la responsabilité personnelle..."

2. Unité Ouvrière

De telles déclamations idéalistes ne pouvaient nous satisfaire et le noyau de Bruxelles, qui s'était constitué en groupe "Socialisme et Liberté" entama des discussions plus poussées avec un groupe d'intellectuels "Unité Ouvrière". Ce groupe était influencé par les positions de "Socialisme ou Barbarie" et maintenait des rapports avec l'IS. Pour nous, c'était le premier contact avec les théories conseillistes et l'oeuvre de Pannekoek.

Unité Ouvrière publia notamment une étude assez remarquable sur le rôle des syndicats en Belgique :

- " Nous souhaitons avoir affaire avec des organisations syndicales puissantes " (le patronat).

Le syndicalisme belge est actuellement un des plus intégrés d'Europe occidentale. Partout dans le monde les syndicats se mettent au service de la classe dominante. Les syndicats sont des rouages indispensables au bon fonctionnement du capitalisme moderne. C'est là une théorie qu'avaient développée et appliquée les dirigeants de l'URSS (Trotsky et Lénine) qui voulaient moderniser le capitalisme russe.

En Belgique, les syndicats collaborent d'une manière tout à fait officielle avec le patronat. Celui-ci paie les syndicats pour que ceux-ci brisent toutes les grèves (accords en métallurgie). Partout dans le monde, les travailleurs se heurtent aux syndicats les grèves se déroulent de plus en plus souvent en dehors de ceux-ci et sont parfois dirigées directement contre ces syndicats (en Angleterre, 95% des grèves sont sauvages.)
Que toutes les organisations syndicales aient dégagé le montre que ce n'est pas une question de personnes. Remplacer Major ou Davister ne changerait rien. C'est la structure de l'organisation qui est en cause.

En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, les syndicats soumettent les travailleurs à une hiérarchie de chefs et de chefaillons.

Or toutes les luttes ouvrières tendent à détruire ce rapport hiérarchique.

Quand les travailleurs s'opposent aux licenciements, quand ils luttent contre des conditions de travail trop pénibles, cela signifie qu'ils veulent décider eux-mêmes des conditions de leur travail. Ils s'opposent ainsi à la division de la société en dirigeants d'une part (prenant toutes les décisions) et en exécutants d'autre part (dont tous les aspects de la vie sont déterminés par d'autres).

Remettre leur sort entre les mains d'autres dirigeants ne change rien de fondamental aux problèmes des travailleurs. C'est donc en vain que les partis et les syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants "ouvriers". Seule l'action décidée et voulue par les travailleurs eux-mêmes permettra d'arracher autre chose que des miettes.

...Notre rôle à nous, c'est d'apporter aux travailleurs les informations qu'on leur cache. Chaque fois que les travailleurs ont fait confiance aux partis ou aux syndicats ils ont été roulés. Ce n'est pas étonnant. Ces organisations bien que comprenant parfois une majorité d'ouvriers, ne sont que des copies du modèle bourgeois de société. Tout comme à l'entreprise, les travailleurs y sont soumis à une hiérarchie de chefs. Une telle organisation fondamentalement identique au modèle de la société capitaliste ne peut détruire celle-ci."

(Unité Ouvrière n° 7 - novembre 67 : "Les syndicats en Belgique")

Ce groupe se saborda au moment de l'occupation de l'ULB en mai 68.

3. Les Provos

Parallèlement, pourtant, se développait dans les régions flamandes du pays un mouvement de contestation s'inspirant des provos d'Amsterdam. Ce mouvement très informel trouvait son inspiration auprès de quelques artistes flamands (HJ Claeys). Mouvement important, bien que marginal, le mouvement provo a pu refléter la révolte spontanée de la jeunesse. La revue bruxelloise Revo, animée par Danièle témoigne largement de ce courant :

"...Le provotariat est le dernier facteur de révolte dans nos pays "développés". Le prolétariat s'est assujéti à ses chefs politiques, à savoir, il s'est amalgamé à sa vieille ennemie la bourgeoisie"

Cette analyse fautive fera que les principaux animateurs du mouvement provo resteront totalement étrangers aux mouvements revendicatifs du prolétariat à ...Amsterdam, et en Belgique.

C. CONTESTATION ETUDIANTE

En mai 68, après la Sorbonne, les étudiants bruxellois occupèrent l'ULB. Pour nous, ce fut l'occasion de mettre en avant des thèses libertaires, mais l'agitation se borna à l'université. Le groupe "Enragés" formé d'anciens éléments d'Unité Ouvrière propageait une information radicale influencé par l'IS. Ces camarades après avoir réalisé un montage mural sur Kronstad, diffusèrent une brochure intitulée " ZERO " :

- " Les tâches principales d'une université critique sont :
- 1) critiquer et démasquer le caractère privilégié, cynique et anti-rationnel de la science bourgeoise.
 - 2) produire les conditions nécessaires à une confrontation permanente (scientifique et pratique) pour savoir si des buts politiques sont compatibles avec la raison et par conséquent, peuvent être les buts de la science.
 - 3) Abolir les statuts privilégiés des producteurs scientifiques qui sont privilégiés parce que les autres producteurs sont les seuls possesseurs de la science.
 - 4) remplacer la formation d'idiots hautement spécialisés par un système d'éducation qui ferait de l'homme le producteur conscient de sa propre vie et de la société.
 - 5) surmonter la séparation artificielle de toutes les sociétés de classes, séparation entre les mains et la tête, producteurs intellectuels et manuels, c'est briser le cadre étroit de l'université, abandonner le ghetto de l'intellectualité ésotérique pour réaliser une union avec les autres groupes sociaux qui se sentent opprimés. "

Pour nous, ce ne fut pas une simple déclaration de principe, les quelques camarades de S et L quittèrent l'ULB et cherchèrent à toucher d'autres milieux. Ville-bureau, Bruxelles avait accueilli avec une certaine sympathie la contestation de ses intellectuels. Le prolétariat en Flandre et en Wallonie subissait la paix sociale conclue entre les patrons et les syndicats.

C'est au sein de l'irg, mouvement anti-militariste, qui regroupait des chrétiens progressistes et des libertaires que nous commençâmes un nouveau type de travail militant.

D. L'APRES MAI

1. L'Alliance

Ce fut donc avec un premier noyau antimilitariste à Bruxelles, que fut créé en janvier 69 la bibliothèque de L'Alliance. Parmi les fondateurs on trouvait Hem Day, De Smet, Lemaire, Destryker, tous membres de l'irg. L'Alliance se présentait d'emblée comme structure culturelle du mouvement libertaire à Bruxelles. L'équipe réunie ainsi autour de la bibliothèque allait se modifier sensiblement. Plusieurs jeunes commençaient à nous contacter. Ce qui nous permit d'organiser en juillet 69 la rencontre internationale d'ICO à Bruxelles. Un petit groupe s'était formé au travers des réunions informelles de L'Alliance et était prêt à se lancer dans l'action révolutionnaire.

2. Liaisons

Et Liaisons vit le jour. Les positions de Liaisons s'apparentaient à celles d'ICO (Informations Correspondances Ouvrières, groupe ultra-gauche français issu de Socialisme ou Barbarie, voir le "Gauchisme" de Cohn-Benditt et les "Origines du Gauchisme" de R. Gombin) Et Liaison se définissait ainsi :

" L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière : partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales servent d'intermédiaires sur le marché du travail, elles utilisent les luttes ouvrières pour des buts politiques, elles sont des auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne...

Nous estimons, quant à nous, que l'avènement d'une société nouvelle sera l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décisions, les Conseils Ouvriers, assumant ainsi directement la responsabilité de leur lutte. Les Conseils Ouvriers sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble des travailleurs . "

(base de discussion, extraits, de Liaisons adoptée à Bruxelles en octobre 69).

En 1970, divers conflits sociaux éclatent en Belgique et rompent la paix sociale imposée par le patronat et les syndicats. D'une part l'importante grève des mineurs au Limbourg, d'autre part une série de conflits localisés : Michelin, Caterpillar, Clabecq, Citroen posent le problème de l'autonomie des luttes ouvrières et font apparaître la collusion des syndicats avec le pouvoir patronal. Au travers de Liaisons, nous recueillons les informations indispensables et analysons les conflits en cours :

" La grève du Limbourg marquera une étape dans l'histoire du mouvement ouvrier en Belgique. On n'a pas manqué d'en souligner le caractère antibureaucratique, qui fut son caractère essentiel. Ce fut une lutte menée indépendamment des syndicats, et en contradiction avec leur volonté.

Il n'est pas nouveau que les travailleurs critiquent les syndicats et leur bureaucratie. Mais à présent, cette contestation prend une importance et une profondeur nouvelles. Parce qu'elle n'est plus simplement verbale. Elle résulte d'une lutte dont la classe ouvrière gardera le souvenir. "

Cette analyse sera approfondie dans une brochure " L'organisation de la lutte de classe dans la grève du Limbourg, janvier février 1970 " et mettra en évidence le niveau d'autonomie des luttes, l'action des syndicats et groupes extérieurs, le rôle du Comité Permanent et de Force des Mineurs.

Le n° 5 de Liaisons consacrait une analyse aux diverses grèves sauvages en Belgique :

" Il est manifeste que dans les luttes, les syndicats se confirment nettement comme rouage essentiel du système capitaliste. Ils se sont chargés, avec l'aide de la gendarmerie les conflits, se considérant comme les seuls interlocuteurs valables de la classe ouvrière, il était logique qu'ils éliminent toute tentative d'opposition et de contradiction....

Comment peut-on dès lors espérer instaurer une "démocratie ouvrière" au sein du syndicat !

Les travailleurs de Clabecq, de Caterpillar, de Michelin, semblent avoir compris qu'il était indispensable, pour continuer la lutte de s'organiser de manière autonome en dehors des structures syndicales, de plus ils ont établi eux-mêmes les liaisons avec les autres entreprises en lutte et appelé à la solidarité active les usines avoisinantes. "

3. Crise du groupe 18/2

Cependant, le travail d'analyses de Liaisons ne satisfaisait pas l'ensemble du groupe. Sous l'impulsion de camarades espagnols, une tendance plus activiste se manifesta au sein de Liaisons Bruxelles. Et au début de l'année 70 se forma le groupe anarchiste 18/2. Ce groupe chercha à préciser la théorie anarchiste tout en participant au travail d'informations de Liaisons. Ces essais de théorisation se firent au travers de publications éphémères : Rebelle d'une part, les Cahiers du 18 Février d'autre part. Le n° 1 de Rebelle publié en mars 70 précisait d'ailleurs :

- " Le Groupe anarchiste 18/2 se référant (sans pour cela le dogmatiser) à une pensée spécifique : l'anarchisme, veut participer aux luttes du prolétariat, en cherchant à sauvegarder l'unité d'action par des moyens (conseils ouvriers, comités de quartier,;) que les travailleurs auront créés eux-mêmes et dont ils assumeront en permanence le contrôle".

Ce numéro était consacré à la répression internationale : la Grèce, le Vietnam (analyse des luttes de classe) et un dossier sur la situation sociale en Italie. Le n° 2 était consacré à l'antimilitarisme, et fut un des prétextes à scission à l'intérieur du groupe 18/2 :

- " Accepter le service militaire en Belgique, c'est donc consciemment faire le jeu de l'impérialisme américain au Vietnam et permettre malgré les pseudo-noyautages, les sabotages hypothétiques accomplis par des militants révolutionnaires non repérés par la BSR le renforcement du potentiel militaire occidental en Allemagne favorisant ainsi l'escalade de l'agression impérialiste au Vietnam. Dès lors, il est évident que le refus du service militaire s'inscrit réellement dans une perspective révolutionnaire la non-collaboration au militarisme permettant de mener une lutte beaucoup plus efficace contre les structures répressives de la société bourgeoise...."

L'analyse du militarisme était suivie d'une remise en question du service civil : "il devient délicat de collaborer, comme le demande le statut à des organismes socio-éducatifs intégrés à la politique culturelle de l'Etat bourgeois, organismes qui ne contestent nullement de par leur caractère officiel l'existence du militarisme et de la politique réactionnaire de l'Etat en matière de culture (censure). L'orientation du groupe ne correspondait plus à l'attente de certains copains, qui reprochèrent aux anti-militaristes de noyauter le groupe ! Ces camarades, après s'être engagés dans une expérience communautaire réalisèrent de leur côté au sein de "l'Abbaye" un numéro unique de Graffiti. Le groupe 18/2 avait vécu.

Liaisons continue

Les camarades qui avaient résisté à la tempête communautaire poursuivirent Liaisons en structurant le fonctionnement de la revue.

En février 71, une mise au point de camarades bruxellois et liégeois paraissait dans le BI de Liaisons :

- " Le projet du petit groupe de camarades bruxellois et liégeois qui lança Liaisons, était de centrer la publication sur l'information ouvrière, en mettant l'accent sur l'autonomie des luttes qui se déroulaient dans les lieux de production. Par là, nous voulions mettre aux mains des travailleurs un instrument de première nécessité pour leurs luttes : l'information, et aider à ce que s'établissent entre eux des liaisons non moins nécessaires. Il fallait combler la lacune dans ce domaine en Belgique, et les 7 numéros parus de Liaisons s'y appliquèrent. Au niveau des travailleurs, Liaisons a connu un certain écho, des contacts se sont établis au cours des grèves ou dans les moments plus calmes, dans les banlieues industrielles liégeoise et bruxelloise, aussi bien que dans d'autres régions. L'intérêt suscité par ce travail, s'il était réel, est cependant resté assez passif..."

Pour rendre nos interventions plus efficaces, le groupe de Bruxelles, prit l'initiative de sortir Liaisons-Hebdo, qui cherchait à rester en contact plus étroit avec l'actualité sociale. C'est ainsi que nous avons pu participer à une campagne d'information sur la TVA, et à des actions explicatives contre le projet Major sur les travailleurs étrangers. C'est ce souci, du groupe de Bruxelles, de ne pas limiter le travail de Liaisons à une simple information économique qui allait provoquer une nouvelle rupture.

Dans le n° 12 de Liaisons, une nouvelle approche de notre travail était faite :

- " Pour nous, compte tenu que nous croyons fermement que seule l'autonomie de la lutte peut provoquer la chute du capitalisme et l'avènement d'un monde meilleur et, par conséquent, compte tenu de notre refus de la moindre forme de directivisme (le repli dans la théorisation étant une directivisme qui s'ignore), notre tâche pratique et primordiale est l'information. Dès le moment où un groupe refuse de se poser en élément directeur des luttes, il ne peut que se consacrer à combler les vides laissés sciemment par les moyens d'information du système. Et la tâche est immense ! Si l'on admet que les lieux de production sont au premier chef les bases d'où se fera le renversement de l'ordre social actuel, on est forcé de se rendre compte combien à ce seul niveau, est réel le manque d'une information parallèle et combien, celle-ci est secondaire dans d'autres domaines que les entreprises. Il serait erroné de croire que ce que nous entendons par information se limite à un ensemble de compte-rendus parcellaires. Le thème a un sens bien plus large et englobe tout aussi bien des analyses socio-politico-économiques, des études théoriques sur le fonctionnement du capitalisme et de son appareil répressif, sans oublier le principal : la mise aux mains des travailleurs d'informations dont ils puissent disposer en vue de la coordination de leurs luttes. ..."

E. 1971 : NOUVEAU DEPART

Mais à Liaisons, il était normal aussi que les choses bougent. La réalité sociale étant mouvante, en toute logique, l'analyse se modifie également. Fin août 71, le groupe de Liège poursuivant ses vacances militantes en Italie, les camarades de Bruxelles se bloquaient sur des notions théoriques : un de nos camarades, faisant preuve de modernisme remettait en cause le concept de luttes de classes. La rupture devenait inévitable. En même temps, nous posions le problème du rôle politique du groupe et la fonction exacte de Liaisons. Une fraction du groupe de Bruxelles se constitua en Groupe Communiste Libertaire, tout en continuant la participation à Liaisons.

1. Le Groupe Communiste Libertaire

La création du GCL se justifiait aussi par l'approche des élections législatives anticipées. Par la même occasion, le GCL rompit avec la pratique économiste de Liaisons et passa au niveau de l'information socio-politique.

Une réunion anti-élection fut organisée à Bruxelles, et une action spectaculaire décidées avec d'autres camarades. En l'absence des camarades de Liège, un n° 13 de Liaisons, publié sous la responsabilité du GCL fut consacré aux élections :

- " Il était nécessaire, croyons-nous de nous situer par rapport aux élections bourgeoises qui se dérouleront en Belgique. Pour cela, il était opportun de publier dans le cadre de Liaisons cet ensemble de textes consacrés au parlementarisme. Opposé à toute idéologie, notre travail ne peut donc s'apparenter à la dogmatique nouvelle d'une chapelle politique. Au contraire, nous essayons de formuler dans Liaisons une approche théorique concrète de la lutte contre le capitalisme et le parlementarisme espérant déboucher ainsi sur une praxis révolutionnaire radicale. "

Confronté à des responsabilités politiques urgentes, le GCL à peine constitué eut des difficultés à subsister. Mais le résultat le plus tangible, en dehors des oppositions caractérielles et de la déshumanisation des rapports humains pour cause de militantisme, fut l'action publique dans un quartier populaire de Bruxelles, où plus de cinquante personnes brûlèrent leur bulletin de vote.

Cette manifestation eût de sérieuses répercussions. Le mécontentement était profond au sein de la population : 17 % d'abstentions, dans un pays où le vote est obligatoire, cela ne s'était jamais vu ! Bien sûr, notre action influença que fort peu de monde puisque trop localisée.

Il nous semble intéressant de donner ici la position de Janine de Miomandre, militante libertaire et membre de l'irg :

- " Je m'oppose à l'exploitation de l'homme par l'homme et à l'armée qui défend le capitalisme - qu'il soit privé ou d'Etat - c'est pour cela que je ne peux pas participer aux élections qui visent à légitimer le système existant.

Certains objecteurs de conscience font également une critique globale de la société, et leurs raisons de conscience ne se limitent plus qu'à l'armée. Ils sont contre la société. Mais, ils cherchent à dépasser cette négation, cette opposition en organisant une société parallèle, basée sur les communautés, avec des réseaux d'information autonomes, des services de distribution (aliments naturels, macrobiotique,...). Ils n'attendent plus, ils veulent commencer aujourd'hui à construire la société de liberté, d'amour et de non-violence.

" Libertaire, je me réfère d'un point de vue dialectique aux exemples historiques, aux réponses pratiques données par les travailleurs eux-mêmes s'organisant en Conseils, collectivités agraires et industrielles. Ce sont celles de la révolution prolétarienne : Paris (Commune 1871), Russie (1905-1917), Mexique (1911), Finlande, Allemagne, Hongrie, Ukraine (1918-19), Kronstadt (1921), Espagne (1936), Pologne, Hongrie (1956),..... Mais si ces expériences n'ont pu se poursuivre, c'est que chaque fois, il s'est trouvé un parlement - bourgeois mais aussi socialiste et "ouvrier" bolchevik - pour organiser la répression légale la plus sévère contre le prolétariat. C'est pour toutes ces raisons que je suis extra-parlementaire. Ce n'est pas le principe des élections que je mets en cause, mais la notion de délégation de pouvoir à un seul homme, sans contrôle de la base. Dans une société socialiste, qui pour moi ne peut être que libertaire, je peux concevoir l'élection d'un camarade à un poste de responsabilité momentané sur lequel le contrôle est réel et efficace. Mais là nous touchons le problème de l'autogestion, thème qui a déjà été popularisé au moment des événements de mai 68 par les travailleurs eux-mêmes, en grève dans leurs usines, ce qui prouve peut-être que le changement est possible, et l'utopie anarchiste, quand elle est l'expression réelle de la base, pourrait bien se réaliser. " Novembre 1971.

Encore Liaisons

La rentrée fut pénible. Les camarades de Liège refusèrent l'orientation prise par le GCL. La crise était ouverte. Il était logique que dans de telles circonstances le GCL, qui s'était affirmé comme entité autonome et dynamique, tout en affirmant un certain sectarisme quitte Liaisons, abandonnant la revue au camarades de Liège. Pour le GCL, le bilan était négatif : le groupe n'avait plus de publication, des contacts étaient perdus, enfin il ne restait plus qu'un nombre limité de militants.

Nous ne pratiquons pas le culte de la personnalité, loin de là, néanmoins, nous ne pouvons ressentir plus douloureusement encore la mort de Janine dont la lucidité et les analyses rigoureuses nous étaient d'un apport considérable :

- " Pour qu'un groupe de militants ait un minimum de cohérence, il est indispensable d'y créer des rapports harmonieux. En effet, il est très difficile de travailler ensemble sur des bases politiques communes sans un certain respect des autres camarades. Je m'explique : pouvoir s'exprimer sans peur d'être agressé et pouvoir ainsi défendre des pensées spécifiques à chacun, cela n'est nullement incompatible avec engagements sur des théories et des analyses communes. La possibilité de dialogue est plus constructif que les onguettes perpétuelles ! Je désire éviter le plus possible toute polémique, mais un souci de sincérité me conduit à exprimer ce que je pense profondément.

J'ai toujours défendue, ce n'est pas aujourd'hui que je changerai, une pensée spécifique à l'esprit anti-autoritaire : la non-violence, c'est le non-recours à la force physique ou dominante qui créent des rapports d'autorité et d'oppression au sein ou à l'extérieur d'un groupe. Je ne désire en aucun cas imposer mes idées à qui que ce soit, mais je me refuse à céder un quelconque pouvoir d'intimidation à un camarade. J'accepte le dialogue, non les ordres. " J

Cette "Mise au point pour les camarades du GCL" permettait au groupe de redémarrer. L'esprit critique réapparaissait. Le GCL se manifesta par la suite par plusieurs affiches, et publia un journal mensuel "NOIR". En mars 72, le GCL diffusait assez confidentiellement un texte critique :

- " Il s'agit de partir de la réalité vécue afin de briser l'aliénation idéologique. Il nous faut donc élaborer une théorie de la prise du pouvoir par chaque homme, lié à tous les autres, sur sa propre vie. En quelque sorte, il s'agit de poser les problèmes vécus quotidiennement sur le terrain de la lutte des classes, c'est à tous les niveaux de la production-consommation, car la révolution est présente dans toute action immédiate, à la base, qui permet déjà de changer la vie. Pour cela, il s'agit de sortir de la simple critique formelle pour passer à un stade plus élevé de la critique c'est à dire en créant des situations insoutenables pour le système. Des situations éphémères ou tenaces qui contiennent des germes explosifs destructeurs. En quelque sorte, il s'agit d'apporter des contre-solutions viables aux problèmes de la vie quotidienne qui sont l'expression vécue de l'inanité du système tout entier. De là découle l'importance d'entamer la lutte au niveau de la production-consommation dans lequel on s'inscrit. Cela évite les liaisons artificielles avec un niveau où l'on est étranger. Par une action efficace au niveau où l'on se situe, on suscite des actions aux autres niveaux, car tout se tient, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la critique doit être globale. ex de "Elaboration d'une stratégie communiste libertaire". "

F. 1972-73 : MCL ET GLL

Mais ce projet d'orientation ne devait pas résister à la réalité des faits, et à la pratique (?) du groupe. Dès lors, il était logique que de nouvelles divergences apparaissent, mais peut-on qualifier ces tendances nouvelles au sein du GCL d'affirmations politiques concrètes ? Il semblerait, d'après leur propre définition que non :
Noir n° 4 :

- " Donc Noir se veut gai, lubrique, et guillerot. Face au sérieux macabre de la droite et de la gauche, le rire est la seule attitude saine. Bien que, comme dit une maxime populaire, ils ne nous feront jamais rire autant qu'ils nous ont fait chier. "

Cette tournure d'esprit sonnait le glas du GCL, et signifiait en quelque sorte l'intrusion d'une idéologie petite bourgeoise, qui se cachait sous des dehors "radicaux" et un nihilisme assez déprimant". En fait, toutes les analyses de classes étaient abandonnées. Ces camarades devaient justifier leur abandon des positions communistes libertaires en cantonnant leur action à l'ULB (hé oui, c'étaient des étudiants !) où ils créèrent le cercle "Bête et Méchant" visant principalement à aménager leur survie au sein de la cité universitaire. Il était évident qu'une telle démarche ne pouvait satisfaire les militants communistes libertaires, qui décidèrent d'abandonner NOIR aux cavannistes spontex. Après une période d'hésitation et de confusion, une mise au point était publiée :

- " ..mon engagement n'a de sens que s'il tend à réaliser la révolution communiste libertaire, ce qui ne peut se faire collectivement, et qui dit collectivement dit qu'il y a une certaine façon d'établir les rapports entre individus et groupes d'individus au sein de la collectivité révolutionnaire : nous ne devons pas refuser l'organisation. Vouloir d'une part la révolution d'autre part ne pas s'organiser relève du suicide ou de la révolte individuelle et infantile.
Ce qu'il faut, c'est une organisation libertaire, non autoritaire non hiérarchisée, dans laquelle ceux qui possèdent plus de connaissances que d'autres, ceux qui s'expriment plus facilement que les autres ne se servent pas de ce moyen pour juguler toute opposition, pour supprimer tout désaccord. Cela ne se fait pas uniquement en supprimant en théorie des postes à responsabilités, mais cela se réalise surtout par une participation aussi intense à la tâche collective dans le chef de chaque membre de la collectivité. Nous refusons la conception léniniste du parti d'avant garde du prolétariat, direction politique indispensable à l'éclatement de la révolution. Le matérialisme libertaire a mis en évidence la contre révolution bureaucratique en Russie . L'organisation libertaire ne peut être que le point de rencontre provisoire des révolutionnaires pour forger l'instrument temporaire nécessaire pour faire triompher la révolution prolétarienne, l'objectif restant la création, et leur multiplication, des conseils à base de démocratie directe, base du pouvoir autogestionnaire. (M) "

Dans le même texte étaient énoncés les principes de base du Mouvement Communiste Libertaire : "démocratie directe, cohérence théorique, responsabilité individuelle et collective des militants-MCL engendrant une stratégie commune" (11/11/72 A propos du mouvement anarchiste) Mais cette évolution vers le MCL fut surtout possible grâce à l'apport de camarades lycéens.

Ceux-ci se constituèrent rapidement en groupe autonome centré sur la critique de leur milieu de vie : famille et école, ainsi que l'armée. Au début du mois de novembre, ils constituèrent le Groupe Lycéen Libertaire :

- " Quelques mecs insatisfaits et révoltés ont décidé de se rassembler en un groupe non-autoritaire axé sur les problèmes lycéens. Cela pour lutter efficacement et de manière nouvelle contre l'enseignement aliénant, c-à-d pour lutter en dehors de tout parti autoritaire, chiant et répressif. Notre lutte débouche inévitablement sur une remise en question de la société qui crée l'enseignement sélectif pour ses besoins économiques...."

Ce n'était qu'un début. Car dès la rentrée de janvier 73, le GLL fut confronté, comme les autres groupes politiques au plan VDB. La tradition antimilitariste aidant, la réaction du GLL fut radicale, et dans un premier tract, le GLL faisait une analyse - sommaire du plan VDB :

- " Le plan VDB prévoit : la suppression des sursis, c-à-d le service militaire après la rhéto, l'encadrement de la jeunesse pour éliminer tout danger de contestation, le renforcement du potentiel répressif de la gendarmerie, le paiement d'un impôt de solidarité.
Nous libertaires, refusons l'armée qui sert essentiellement à maintenir l'ordre social établi....."

Le GLL se joignit au comité lycéen de coordination et appela à une journée nationale d'action et de grève le mercredi 17 janvier. Au cours de cette manif, le GLL publiait en collaboration avec le MCL une analyse plus poussée du plan VDB et de l'armée capitaliste. Le mouvement lycéen s'étendait à l'ensemble du pays, et le GLL coordonna ses efforts avec l'action des groupes flamands pour lancer un nouveau mot d'ordre : Comités lycéens autonomes à la base, dans chaque école. :

" Ce n'est pas après 4 semaines de luttes spontanées que le mouvement lycéen parviendra à rayer le plan VDB. Il est donc important que nous nous organisions en conséquence. Les comités lycéens formés à la base de manière spontanée doivent se renforcer et se doter d'une structure permanente et autonome pour continuer la lutte. Mais attention, les milieux officiels cherchent à briser le mouvement lycéen. D'autre part, les groupuscules trotskystes et maoïstes visent à contrôler le développement de la contestation anti-VDB dans les lycées. Pour éviter les manipulations, les lycéens doivent continuer à s'organiser de manière autonome dans les comités de base de chaque école et assumer eux-mêmes la coordination au niveau régional d'abord, national ensuite...."

Le MCL pour sa part ne restait pas insensible aux événements. Sa contribution à la radicalisation des luttes lycéennes se situa dans l'apport d'analyses critiques, au travers du Journal Libertaire, sur le plan VDB et le problème de l'armée en général. Le MCL s'évertua de publier très régulièrement le Journal Libertaire. L'apport informatif n'est pas dédaigner, même si des critiques de fond et de forme doivent être faites. Ainsi, au travers du Journal Libertaire (depuis janvier 73) divers thèmes furent abordés :
action anti VDB : n° 1, 2 et 3
avertement : n° 3, 4 et 9
armement transport d'armes : n° 5 et 7 (et un n° spécial sur l'armée)
action Espagne : n° 6
enfin toute une série de n° plus théoriques furent consacrés à :
autogestion, conseils ouvriers, communisme libertaire, élections, écologie, éducation.

Critiques sur l'action anti-VDB

Le mouvement contre VDB n'a pas été un mouvement radical. Le mouvement ne pouvait être radical, vu le chapeautage des organisations politiques qui avaient pris "conscience". (ces organisations ne font que suivre l'actualité et les exclusives). De plus le mouvement contre VDB (qui ne peut être pris comme le seul responsable) ne pouvait tendre à être radical que par le refus total de l'armée sous toutes ces formes (insoumission) mais aussi par l'attaque consciente des structures bureaucratiques de l'école, par le désir de sortir de l'école, d'ouvrir les grilles, de brosser. Ce qui est sûrement plus positif que tout le marasme des AG, des votes, qui donnent l'illusion de la démocratie, de la maturité démocratique et politique des lycéens. Oui, ils devenaient adultes, s'activaient comme des fous, prenaient des responsabilités sans comprendre le mouvement réel de la totalité de leur refus. Les lycéens se sont figés, en apparence, sur le plan VDB, alibi à leur vrai désir, l'absentéisme, qui ne peut être considéré comme révolutionnaire, mais qui est sûrement plus radical que tous les verbiages gauchistes sur la question.

Les militants communistes libertaires contre VDB : une appréciation critique doit aussi être donnée sur notre rôle dans le mouvement lycéen. Passons d'abord sur notre faiblesse numérique, c'est un fait, mais nullement une excuse pour cacher des erreurs.

Le GLL tout comme le MCL a pu réagir assez rapidement et orienter les prises de positions du Comité lycéen de coordination (PNL) dans un sens antimilitariste : Droit à l'insoumission.

Par contre, durant le mouvement même, aucune approche n'a été faite pour expliquer la nature profond du mouvement lycéen : le ras-le-bol lycéen d'une part, et ensuite la réaction corporatiste des lycéens contre la suppression des sursis.

Les groupuscules politiques ont globalisé la lutte sur l'ensemble du plan VDB, en faisant la liaison avec le projet Vranckx, et ont été soutenus par le GLL. D'autre part, en globalisant la lutte vers l'antimilitarisme révolutionnaire : oc politique, insoumission, nous avons aussi plaqué - artificiellement - nos propres revendications groupusculaires sur le mouvement. A ce titre, nous avons joué un rôle dirigiste, tout comme la LRT.

D'ailleurs, notre première réaction publique contre les manipulations politiques des léninistes se situe après 4 semaines de luttes, lorsque nous nous proposons l'organisation du mouvement lycéen sur base des comités autonomes.

Notre rôle de militants communistes libertaires se situe au niveau de l'information, ce qui n'exclut nullement l'analyse politique, afin de permettre et de favoriser l'auto-organisation des mouvements.

Au cours du conflit contre VDB, le GLL a pu faire son autocritique, dissoudre le groupe dirigiste pour envoyer ses militants poursuivre le travail à la base au sein des comités de lutte embryonnaires et participer ainsi de manière représentative au PNL, ce qui n'était pas le cas pour les dirigeants lycéens des autres groupuscules. Nous abordons ainsi dans la réalité pratique le rôle d'un groupe révolutionnaire. Il n'est pas question pour nous de jouer à l'avant garde. Nous tendons à favoriser l'entièrement autonomie du mouvement de lutte par son auto-organisation à la base et par notre apport en matière d'informations à renforcer la formation de chacun dans la réalité des luttes.

L'orientation vers l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste

On peut certes s'interroger sur les raisons des diverses fluctuations, des ruptures au sein du groupe de Bruxelles.

D'abord, un groupe est l'expression sociale de sa composition interne, et reflète par là aussi ses préoccupations propres, ensuite il est évidemment conditionné aussi par le milieu ambiant dans lequel il évolue, autre révélateur de son orientation politique.

Recruté en milieu intellectuel, le groupe a passé par les divers stades qui peuvent caractériser plus spécialement la frange la plus radicalisée de ce milieu artistique et technocratique : spontanéisme, idéologisme, économisme.

Régulièrement, et c'est normal, le mouvement anarchiste s'identifie aux révoltes spontanées contre l'ordre social existant. Alors que le prolétariat amorphe (61-69), de nouvelles couches sociales se sont levées contre l'ordre dominant : la révolte de la jeunesse, coïncidant avec une crise de confiance de la culture bourgeoise provoquée par l'accumulation des progrès technologiques, s'est transformé en large courant anti-autoritaire.

Mais refusant d'élaborer une critique sociale appropriée et approfondie - ce qui signifierait sa négation - ce courant limite sa contestation aux phénomènes autoritaires les plus extérieurs : censure, flics, sexualité, drogue, environnement,...

Mais le combat contre les manifestations de la domination superstructurale de la bourgeoisie (idéologie) est voué à l'échec s'il n'y a pas de globalisation des causes réelles et entraîne dès lors une démoralisation certaine chez les camarades qui limitent leur action à ces aspects. En fait, le groupe a été influencé par ce courant, d'une part au travers du mouvement provo, d'autre part par des éléments petits bourgeois scandalisés par l'injustice et qui rejoignent - le temps que leur indignation passe pour ensuite retourner vaquer à leur petites affaires - le mouvement anarchiste. Les manifestations les plus tangibles de ce courant moralisateur : manif anti atomique, contre la censure, pour la pornographie, solidarité de toutes sortes Della Savia, pour les grecs, scandale à Brasschaet, manif à vélo.....

Pour d'autres camarades, face à de telles manifestations, l'idéal anarchiste se devait d'être précisé : l'idéologisme. La création du groupe 18/2 peut être expliquée ainsi. Ce courant peut se caractériser par le besoin ressenti par plusieurs camarades de retrouver les sources de la tradition anarchiste : l'idée anarchiste qu'il faut propager, voilà le but du groupe anarchiste. Cette réaction idéologiste s'explique d'autant plus qu'au sein de Liaisons existait une tendance matérialiste qui limitait ses interventions à l'aspect économiste des faits sociaux, sans chercher à élaborer au travers de leur pratique réelle, une théorie révolutionnaire un tant soit peu cohérente. C'est contre ces deux dernières tendances : idéologisme et économisme, que s'est constitué le GCL, mais en subissant à son tour les contre-coups du spontanéisme d'inspiration cavanniste. On peut dès lors facilement concevoir que pour nous le MCL fut une réaction idéologiste cette fois rompant avec une nouvelle pratique petite bourgeoise.

Il est certain que d'autres facteurs interviennent aussi : caractériels, psychologiques, sexuels, et si dans les groupes autoritaires, ils sont sublimés au travers de l'idéologie dominante, le groupe libertaire, pour sa part, permet une certaine approche de relations désaliénées, non autoritaires, non hiérarchisées, certes pas encore satisfaisantes pour tout le monde.

Cela aussi explique les éclatements. Pour nous, une telle dynamique reste le symbole d'une vie réelle et intense, d'une non-sclérose, d'une remise en question permanente des membres du groupe, tant au niveau de la pratique militante et de la réflexion théorique que des relations, simplement.

Enfin, et ce n'est pas la moindre des choses, malgré certaines erreurs, le groupe a toujours refusé l'idéologie, pour s'en référer à une démarche matérialiste permettant l'élaboration de la théorie du groupe au travers des expériences des camarades dans leurs luttes quotidiennes. Dès lors, nous n'avons pas de réponse toute faite à donner, ce qui peut surprendre et insécuriser. Ce qui peut amener certains à idéologiser. La création de l'ORA à Bruxelles n'est donc pas fortuite, ni une construction mécaniste. Elle correspond à notre évolution, à la nécessité de coordonner, d'abord nos propres expériences et des les confronter ensuite avec d'autres groupes révolutionnaires issus eux-mêmes de la réalité des luttes du prolétariat contre l'exploitation capitaliste, et oeuvrant aussi à l'autonomisation des luttes prolétariennes, seules capables de détruire le vieux monde : capital et travail.

II. ELABORATION D'UNE STRUCTURE ORGANISATIONNELLE :

de la définition, du rôle et de la nature de l'organisation révolutionnaire anarchiste.

A. OPTION THEORIQUE DE L'ORGANISATION

1. Pourquoi l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste ?

Le sens de la liberté qui anime le courant anti-autoritaire depuis la 1ère Internationale est basé sur l'organisation autonome des travailleurs d'après une base autogérée.

La liberté ne se fonde pas dans l'abstrait, mais bien par la lutte quotidienne pour détruire l'ordre social existant : capital et travail, et créer un type nouveau de relations personnelles, sociales, économiques, politiques non-aliénées.

Il y a au moins deux façons de voir l'anarchisme. On peut l'envisager comme mouvement d'idées, puis suivre l'incarnation de ces idées dans l'histoire; ou, au contraire, examiner le mouvement historique et en extraire ultérieurement les idées qui ont accompagné ce mouvement.

La différence est importante : la première conception exprime en fait la supériorité de l'idée sur les hommes - la supériorité de l'idée, donc des maîtres d'idées, des intellectuels. La seconde, au contraire, est celle de ceux qui pensent que les idées n'ont une importance historique que si elles sont la traduction des intérêts de classes ou de groupes sociaux.

Il faut dès lors convenir que l'expérience historique importante, ce n'est pas l'action des groupes ou des individus inspirés par l'idéologie anarchiste, mais le mouvement de libération lui-même.

Nous devons nous intéresser à l'anarchisme de fait, présent dans le mouvement d'autonomisation des luttes sociales, non à l'anarchisme de parole.

Cela demande que nous regardions autour de nous les mouvements sociaux de quelque importance. On peut distinguer :

- le mouvement de la bourgeoisie pour préserver son pouvoir et ses privilèges.
- le mouvement d'une fraction des intellectuels pour remplacer le pouvoir de la bourgeoisie par un système technocratique.
- le mouvement de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie pour éviter la perte ses menus privilèges et éviter la prolétarianisation.
- le mouvement des intellectuels qui n'ont aucune chance de participer aux bénéfices d'un éventuel technocratique et réclament la liberté d'expression et le droit de vivre confortablement en marge de la société bourgeoise.
- le mouvement prolétarien, expression sociale de la masse de la population, qui est réduite aux tâches d'exécution, et à recueillir les miettes des biens qu'elle produit.

Il est clair que les trois premiers mouvements ne peuvent rien apporter aux hommes en général, sinon un supplément de servitude. C'est ainsi que nous avons à combattre sans compromis les léninismes de tout bord, qui ne sont que des variantes jacobines de la technocratie.

En revanche, si on se pose abstraitement le problème de l'incarnation de la liberté dans le mouvement historique, on peut éprouver de la sympathie pour le mouvement intellectuel de libération, à base anarchisante (provos, hippies, surréalistes, écologistes, ...)

Mais si on s'attache aux possibilités concrètes, on constate que ce mouvement est impuissant à ébranler l'ordre établi - car il n'en combat pas le fondement, qui lui est étranger, mais seulement ses manifestations les plus extérieures : censure, puritanisme sexuel, conditionnement, pollution, ...). Etant en marge de la société globale il ne peut apporter aucune solution à ses problèmes.

Le mouvement prolétarien est le seul mouvement social libérateur. Représentant le bas de l'échelle sociale, il ne peut améliorer sa position qu'en réalisant l'égalité. Doublement victime de la marchandise, en tant que producteur et en tant que consommateur, il ne peut que diminuer l'emprise de son règne. N'ayant aucun groupe subordonné, il ne peut se libérer qu'en supprimant la subordination. Enfin, produisant pratiquement tout bien utile et la quasi-totalité du profit capitaliste, il est seul à même de renverser le régime, autrement que par une aventure militaire.

La seule chance de révolution est donc dans son développement et sa radicalisation progressive, et le principal rôle de chacun est de contribuer à ce développement et à cette radicalisation, là où il travaille lui-même.

La réalisation d'une société nouvelle ne peut être le produit de l'imagination présente, ou l'affaire d'un parti, mais résultera, au contraire de l'action du prolétariat, qui au cours des luttes contre l'exploitation accentuera la prise de conscience, et par le produit de l'expérience trouvera les réponses organisationnelles pour le développement autonome du mouvement révolutionnaire. C'est par une telle dynamique que les bases réelles d'un contre-pouvoir de démocratie directe peuvent être mises en place. L'autogestion n'a pas été et ne sera jamais l'application d'un mot d'ordre, mais une création spontanée du peuple en lutte contre l'exploitation, par le biais d'une multiplication des centres de décisions démocratiques à la base, devenant ainsi le prélude indispensable au socialisme d'autogestion libertaire.

Car si le prolétariat est trop faible, ou trop aveugle (comme l'affirment les léninistes) pour prendre des décisions au cours de ses luttes, ce ne sera jamais une décision prise par un parti qui pourra y remédier. Personne ne peut agir à la place du prolétariat, car il est le seul à pouvoir se réapproprier la théorie révolutionnaire et s'affirmer en tant que classe révolutionnaire, ce qui permet à son stade d'évolution ultime son dépassement et sa négation en tant que classe exploitée.

La " lutte des classes " organisée ne peut dépendre d'un parti bâti préalablement à toutes luttes ou en dehors, comme les organisations de gauche. Le pouvoir doit rester dans les mains de la classe en lutte, assumant tous les aspects, toutes les fonctions de la lutte au travers de son auto-organisation : les conseils ouvriers.

Cette forme organisationnelle, les conseils ouvriers, tels qu'ils sont définis par Pannekoek, dépasse le capitalisme et regroupe les travailleurs en tant que classe en lutte. Mais la classe ouvrière en ce moment et malgré quelques sursauts radicaux au Limbourg, à Anvers, reste profondément réformiste. Ce n'est pas qu'elle se contente encore des progrès qu'elle a arraché dans la période où elle était bien encadrée par la social-démocratie. Mais son horizon lui paraît bouché. La propagande et l'action de la bourgeoisie, des technocrates, des syndicats, des partis "ouvriers" se combinent pour lui fermer l'espoir qui l'avait soulevé il y a un siècle sous la Commune. De plus, l'action spontanée à elle seule ne peut se développer que jusqu'à un certain seuil, au-delà duquel elle est d'une façon ou d'une autre récupérée par le capitalisme ou par les organisations bureaucratiques.

C'est ici que nous pouvons intervenir en tant que groupe révolutionnaire. Nous pouvons lui (au prolétariat) réapprendre sa force, non par de grandes proclamations, mais en lui montrant ce que les gens de l'usine, de la vielle, du pays d'à côté ont fait, comment ils ont obtenu ce qu'ils ont gagné, pourquoi et à cause de quoi ils ont échoué. Il s'agit donc essentiellement d'un travail d'informations indispensables pour lequel le groupe doit s'organiser. Dès lors, une organisation anarchiste a un rôle à jouer dès aujourd'hui : en popularisant, et en intervenant pratiquement dans ce sens, l'autogestion libertaire, elle permet l'auto-organisation du prolétariat, bien que dans les moments historiques de sa négation, le prolétariat crée son propre mode d'organisation.

Cela signifie donc pour nous, favoriser par notre pratique sociale réelle une participation radicale aux luttes contre le système, mais également une lutte politique contre la pratique autoritaire des groupuscules léninistes.

Il nous paraît donc indispensable de tenir compte de la pratique réelle à la base des militants anarchistes révolutionnaires pour coordonner les actions et pour en arriver à une plus grande efficacité révolutionnaire. Il va de soi que l'organisation révolutionnaire anarchiste ne découle pas d'un schéma rigide préétabli, mais bien de l'analyse de la pratique sociale réelle de ses militants au sein des luttes contre l'exploitation. Il est certain aussi, que la structure proposée sera encore corrigée pour s'adapter aux nécessités de la lutte quotidienne.

L'organisation révolutionnaire anarchiste se développe librement dans le seul jeu qui en vaille la peine : la destruction du vieux monde : capital et travail par la révolte radicale du prolétariat organisé de manière autonome, moment historique de la négation de l'ORA.

2. Définition de l'organisation révolutionnaire anarchiste

L'organisation révolutionnaire anarchiste se définit comme une des expressions socio-politiques du mouvement prolétarien. L'ORA est le lieu - provisoire - ou une des minorités participant aux luttes s'organise pour théoriser le besoin d'autonomie qui s'exprime dans le mouvement réel des luttes de classes. Ce caractère provient de la pratique sociale de ses militants, de ses options théoriques fondamentales, de son mode d'organisation et de l'élaboration qui en découle.

La nécessité de l'ORA est ressentie dans le but de défendre l'autonomie prolétarienne dans son affirmation propre comme classe révolutionnaire, de proposer, pendant la période pré-révolutionnaire l'auto-organisation de la classe dans des fronts de lutte, de briser l'Etat devenu inutile dès le début de la crise révolutionnaire décisive.

L'organisation spécifique ne peut prétendre à diriger le processus révolutionnaire sans nier sa nature et son rôle. Elément d'impulsion, l'ORA ne cherche pas à prendre le pouvoir d'Etat, mais à permettre au prolétariat de détruire l'Etat et de le remplacer par un mode d'organisation sociale basée sur l'autogestion libertaire et la planification fédéraliste entièrement aux mains des producteurs organisés dans leurs conseils.

Une organisation anarchiste n'est donc pas un regroupement d'individus affinitaires sans bases sociales ni secteur d'intervention. Au contraire, elle fait intrinsèquement partie de la réalité sociale au sein de laquelle elle puise son énergie et développe sa théorie. Ses rapports avec le prolétariat sont directement liés à ce qui a précédé et à la nature de la lutte des classes dans une période historique donnée.

Son but n'est pas de constituer un pouvoir de rechange, mais d'élaborer une stratégie des luttes concrètes au travers de l'information concrète et objective. Sa structuration interne en découle : elle se forme par des groupes fédérés entre eux et en prise directe sur différents secteurs de lutte, localement, régionalement et nationalement.

B. STRUCTURES ORGANISATIONNELLES

1. Principes organisationnels

Le développement de la lutte des classes implique une pratique intense de l'auto-organisation libre et autonome. Elle ne peut pas cadrer avec un schéma pré-établi ne tenant pas compte de tous les aspects particuliers de la réalité. C'est le contraire qui doit se produire. L'organisation révolutionnaire doit dégager l'homogénéité des problèmes de leurs multiples manifestations particulières. L'organisation révolutionnaire constitue un tout qui doit aborder les problèmes dans leur totalité. La structure n'est rien d'autre que le moyen d'y parvenir, de coller à toute la réalité. La structure est un moyen au service de l'action, donc une pratique commune de laquelle se dégagera une stratégie unifiante. Localement, les groupes de base doivent agir compte-tenu de chaque situation. Confrontés à un ensemble plus vaste, régional ou national, l'organisation doit aborder les problèmes dans leur caractère global, au moyen de l'analyse collective qui doit dépasser la simple confrontation des expériences personnelles locales.

La solution des problèmes généraux permet à son tour une meilleure solution des problèmes locaux qui n'en sont qu'un des aspects.

L'Organisation Révolutionnaire Anarchiste se constitue sur les éléments de bases théoriques et organiques suivants :

- a) fédéralisme libertaire et gestion directe permanent à tous les niveaux de l'organisation permettant l'union dans la diversité.
- b) unité théorique
- c) unité tactique et méthode collective d'action
- d) responsabilité individuelle et collective

ces principes engendrant la solidarité et l'égalité absolue dans tous les domaines, ainsi que l'égalité et la liberté pour tous, c'est-à-dire, la non-autorité, l'absence de centralisation du pouvoir entre les mains de quelques uns.

a) Fédéralisme libertaire et démocratie directe

Le seul mode de fonctionnement de l'organisation est à tous les niveaux la méthode collective. La seule structure qui le permette est le fédéralisme libertaire, c'est-à-dire la fixation inaliénable de tous les pouvoirs à la base et l'entente réfléchie à partir d'un débat commun vers un point donné. Organiquement, le point de divergence fondamental entre une organisation autoritaire et organisation fédéraliste-libertaire se trouve précisément dans le fait que les membres de la collectivité abdiquent leur pouvoir entre les mains d'un seul ou de quelques uns d'entre eux, ou conservent leur liberté en refusant toute tutelle, imposée ou consentie.

Le fédéralisme est l'antithèse du centralisme, qui est la soumission mécanique d'une collectivité à un centre de décision. Le fédéralisme libertaire est la libre détermination, l'union pratique selon la nécessité, le contrôle permanent sur l'ensemble. Il permet une unité naturelle, fonctionnelle et organique. A tous les niveaux de l'organisation, qui correspondent en fait aux diverses nécessités théoriques et politiques qui s'imposent à elle, les décisions sont donc prises en commun et exécutées avec la participation et sous le contrôle de tous.

b) Unité théorique

Produite par le développement des luttes, l'organisation révolutionnaire ne peut se concevoir sans unité théorique, c'est-à-dire sans une plateforme d'accord sur laquelle se base une action cohérente. Son but n'est pas de se référer à ses raisons propres, mais de pratiquer une recherche théorique et pratique permanente à partir des idées forces de la lutte des classes et de son expression théorique : l'anarchisme.

Toute l'activité de l'organisation doit donc être en concordance parfaite et constante avec les principes du communisme libertaire et son élaboration théorique, produite par l'analyse du mouvement social et ne peut se concevoir autrement que dans l'unité.

L'organisation révolutionnaire anarchiste n'est pas un rassemblement hétérogène d'individus aux idées contradictoires et éparses. Son unité théorique constitue une plateforme commune à tous les militants dont le contenu est déterminé par l'étude et l'expérience sociales, l'analyse des situations et des tendances. La cohésion théorique est indispensable pour souder tous les éléments de l'organisation dans la lutte contre le système capitaliste et l'idéologie dominante bourgeoise et ses dérivées : léninisme, stalinisme, fascisme....

En toute circonstance, le rôle du révolutionnaire anarchiste est de préserver l'intégralité de la théorie révolutionnaire contre toute tentative de déviation ou de révision inspirée de l'idéologie dominante ou de philosophies à la mode qu'elle peut inspirer ou susciter. La liberté totale de discussion qui doit être à tout moment réelle à tous les niveaux de l'organisation, sur tous les problèmes de l'action et de la pensée, ne doit être comprise en aucun cas comme une possibilité de remettre en cause les caractères fondamentaux du projet révolutionnaire fondée par l'action et la pensée de militants en lutte et participant à l'expérience historique du prolétariat.

c) Unité tactique et méthode collective d'action

On a vu que l'organisation est un tout. L'action générale des groupes révolutionnaires anarchistes est définie par eux en congrès, et appliquée de même par eux tous. La tactique doit donc être une. Sur le plan local, ce sont les groupes qui doivent déterminer leurs positions théoriques et tactiques en assemblée générale de tous les membres. Ces positions s'intègrent ensuite dans les positions d'ensemble de l'organisation parce qu'élaborées par les délégués de chaque groupe dans les AG régionales.

Sur le plan régional ou national, c'est aux congrès (au niveau national) ou aux AG (au niveau régional) de prendre les décisions qui commandent la vie de l'organisation. Les organismes nommés pour assurer le travail de coordination politique et de gestion administrative de l'organisation ne sont en aucun cas habilités à prendre des décisions, mais doivent exécuter celles prises en commun, travailler en fonction de ce qui a été défini par les congrès et les AG. Les responsables sont sous le contrôle permanent de l'organisation et révocables à tous instants. Enfin, aucun prestige particulier ne doit être confié à un militant chargé d'une mission représentative de l'organisation.

Les congrès et les Ag sont donc des séances de travail, aboutissement de la pratique et des expériences de l'organisation. L'élaboration stratégique est le fruit de l'analyse de cette pratique et des aspects de la conjoncture générale.

L'unanimité doit donc, normalement se réaliser avec la solution des problèmes posés.

Mais, il peut arriver qu'au terme de l'analyse des thèses opposées restent en présence. Dans ce cas, l'organisation ne doit pas refuser d'agir sous ce prétexte, ni rechercher absolument une pseudo-résolution nègre-blanc sans substance pour satisfaire les parties en présence. Un choix doit donc s'opérer et, une manière de faire est d'avoir recours à un vote. Mais, il est bien évident que le nombre ne confère pas à la majorité une vertu d'infailibilité. Le vote est un moyen permettant de faire l'expérience des positions majoritaires. Selon le principe du fédéralisme libertaire, qui trouve une de ses applications secondaires les plus importantes, la minorité n'est nullement responsable de la décision majoritaire et peut librement faire prévaloir son point de vue.

Selon ce principe, l'expression de la minorité s'effectue dans le cadre des organes de débats. L'organisation en tendance disposant d'une structure et de moyens d'expression propres est totalement exclus.

" La minorité ne peut en aucun cas, au nom d'une fausse discipline (celle de la caserne) être tenue d'appliquer les décisions prises par la majorité (celle-ci seulement est responsable de leur application). Par contre la minorité s'interdit (et il s'agit là d'une discipline vraie) de faire obstacle aux décisions prises majoritairement. " (Maurice Fayolle)

Les options intégrées à la plateforme théorique de l'organisation nécessitent pourtant, par leur caractère plus permanent et fondamental, et leur ambition à servir d'outil commun à l'ensemble des militants, une large unanimité.

Il convient donc d'observer la règle de la majorité aux 3/4 pour :

- le contrat organisationnel et les principes internes de l'organisation
- les principes théoriques de base de l'organisation
- les notions stratégiques fondamentales
- les mesures financières
- les exclusions.

d) Responsabilité individuelle et collective

Le domaine de la vie est profondément collectif par son essence. L'organisation fonctionne également de façon collective, elle doit donc rejeter toute forme d'action décidée arbitrairement par des militants séparés. Cette discipline librement acceptée n'a rien de commun avec l'obéissance passive à des ordres, elle provient du respect des engagements pris par tous (et est d'ailleurs corollaire de la conception anarchiste de l'individu). Les groupes et les différents organismes sont donc collectivement responsables devant tous.

L'organisation révolutionnaire est responsable de l'activité de chaque membre, de même chaque membre est responsable de toute l'organisation. Le type fédéraliste de l'organisation libertaire tout en reconnaissant à chaque militant le droit à l'indépendance, à l'opinion libre et à la liberté individuelle, demande l'exécution rigoureuse par chaque membre des tâches déterminées. De même chaque militant doit exiger de l'ensemble de l'organisation l'application de la théorie révolutionnaire dans toute sa rigueur.

Le militant doit savoir que tant par son comportement que par son activité, il devient le représentant à part entière de l'organisation tout comme l'organisation s'engage à la solidarité absolue envers chaque militant. La responsabilité au sein de l'organisation est donc à tout moment collective et individuelle. Le militant anarchiste doit comprendre que son engagement au sein de l'organisation révolutionnaire signifie le rejet de sa part de tout amateurisme ou dilittantisme, l'action révolutionnaire est une constante de sa vie. Son action ne doit jamais dépendre de ses réactions passagères ou arbitraires, pas plus qu'elle doit traduire la soumission à des formules étrangères à sa pensée ou la récitation d'un quelconque catéchisme.

Sa meilleure contribution à l'évolution de l'organisation est de lui apporter une contribution constante et originale, basée sur la pratique et les conclusions logiques qui en découlent. La détermination révolutionnaire et la culture théorique du militant doivent l'empêcher de sombrer dans le découragement et le nihilisme. De même, elles doivent l'amener à une intransigeance théorique absolue, incompatible avec le sectarisme, le dogmatisme et les combinaisons sordides de toutes sortes pour assurer l'hégémonie politique.

Problèmes de la formation

Si dans une organisation politique, il n'y a pas le même degré d'engagement, un certain nombre de camarades vont devenir non seulement "indispensables" (et donc difficilement remplaçables), mais surtout le point de référence et l'autorité de l'organisation.

Une formation égalitaire, ce n'est pas un bloc monolithique. Et, à ce sujet, il ne faut pas confondre formation et informations.

Les informations sont la base de la formation et de la prise de conscience. Une analyse plus juste passe obligatoirement par une information complète.

La formation, c'est donc la façon de comprendre et d'utiliser les différentes informations, afin d'aboutir à une proposition. (pour nous le communisme libertaire, passant par l'autogestion généralisée de la vie quotidienne et l'abolition du salariat). Ce qui nous permet de faire cette proposition, c'est notre formation, reflet de notre compréhension de toutes les informations et de notre pratique sociale. L'information, c'est la base de la démocratie directe, sans informations, pas de moyen de contrôle, ni de décision.

L'entrée dans l'organisation demande que tous les militants possèdent le maximum d'informations qui conduisent à une formation égalitaire au travers de leur pratique sociale.

Donc, cela demande une structure où l'on puisse acquérir ces informations, mais pour nous ce n'est que par le développement des moyens de luttes directes que le problème de la formation peut trouver une solution. La formation ne se fait pas dans l'organisation fermée, l'organisation n'est qu'un outil. La formation se fait avant tout à la base, dans les comités de lutte, lieu privilégié pour la collecte de l'information. La formation n'étant jamais achevée, elle se renforce quotidiennement avec la lutte des classes.

2. ORGANES DE GESTION ET DE DECISION

L'organisation coordonne de manière fédérative divers groupes qui développent leur propre projet politique, soit au niveau de l'intervention locale ou régionale, soit dans un secteur social ou économique bien déterminé.

C'est par la coordination régulière entre ces divers groupes que l'organisation en arrive à une expression politique collective et cohérente. Cette cohérence politique aidant d'ailleurs les groupes de base dans leur réflexion et leur pratique.

La coordination s'effectue par l'intermédiaire des délégués des groupes de base, qui en réunion du collectif de coordination (régional ou national) assument la responsabilité politique permanente de l'organisation, alors que le projet collectif est régulièrement soumis aux AG régionales des militants.

Un congrès de l'organisation se réunit au moins une fois par an, pour fixer la structure organisationnelle de l'ORA, sa plate-forme théorique et pour déterminer son orientation stratégique.

Le groupe

Structure de base du mouvement anarchiste, le groupe est composé de militants qui s'engagent à participer activement à la vie politique et sociale, raison d'être du groupe et de l'organisation. Il s'agit d'une exigence collective acceptée librement, afin de permettre le fonctionnement de la démocratie directe à l'intérieur du groupe pour prendre en commun les décisions qui s'imposent.

L'attribution des tâches au sein du groupe ne se fait pas d'une façon mécanique, ce qui aboutirait à un dégoût de certains participants, qui se verraient attribués des tâches (sous l'excellent prétexte d'éviter le clivage entre une base passive et une direction responsable) pour lesquelles ils n'auraient aucun goût.

Ceci inclut, qu'au sein du groupe l'individu ne se voit pas écrasé par la "raison du groupe", mais peut extérioriser ses aspirations, ce qui implique aussi que le groupe soit une prise de conscience d'individus qui ont des analyses, des désirs sur la radicalité de la lutte à mener dans un temps pré-révolutionnaire. Dans une telle organisation, nous pensons que l'égalité de tous dans les décisions et l'exécution des tâches n'est pas vide de sens.

Le groupe est composé de 4 à 10 membres (au-dessus, division) et désigne pour une durée d'un an (entre 2 congrès) un trésorier-secrétaire pour récolter les cotisations.

Structure administrative et coordination politique

Les divers groupes locaux sont d'abord fédérés au plan régional, ensuite par l'intermédiaire des régionales au niveau national. Des organes administratifs et de délégation sont mis en place au sein de l'organisation fédéraliste libertaire pour assumer la coordination.

1) le secrétariat administratif : est élu sur base d'un mandat bien précis par les diverses composantes de l'organisation (local, régional, national) : AG du groupe désigne le trésorier
AG régionale désigne le trésorier et le BI
Congrès désigne le trésorier, BI, RI et responsable pour le journal.

2) les délégations : au niveau régional, la délégation est composée de tous les délégués des groupes locaux. Ils sont mandatés par leur base. La délégation régionale désigne en son sein : le délégué régional pour assurer la permanence des contacts sur le plan régional, le délégué national pour siéger au collectif national de coordination. La délégation régionale et le secrétariat régional forment ensemble le collectif de coordination régionale et assument la responsabilité politique de l'organisation sur le plan régional dans les limites fixées par leur mandat respectif (à savoir que le secrétariat n'a qu'un rôle strictement consultatif). Le collectif de coordination régionale contrôle également le délégué national, qui siège au collectif national.

au niveau national, la délégation est composée des délégués nationaux désignés par les diverses délégations régionales et responsables devant leur collectif régional de coordination. La délégation nationale et le secrétariat national (élu par le congrès) forment ensemble le collectif national de coordination et assument la responsabilité politique de l'organisation sur le plan national dans les limites fixées par leur mandat (à savoir que le secrétariat n'a qu'un rôle consultatif=

Nous pensons que le mouvement dialectique au sein des collectifs de coordination entre secrétariat élu par l'ensemble de l'organisation et assurant un travail administratif, et les délégués assurant la mobilité politique et contrôlés régulièrement par la base, tout en étant responsable collectivement, permettra à l'organisation d'accomplir un travail cohérent en respectant les règles élémentaires de la démocratie libertaire.

III. ORIENTATION POLITIQUE ET STRATEGIQUE DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE :

autogestion, militarisme, écologie, syndicats,...

Nous sommes conscients que ces motions, coupées de la pratique quotidienne des luttes de classes ne peuvent avoir grand sens. Elles constituent néanmoins, pour nous, une étape importante, qu'il s'agira de dépasser, en précisant la théorie révolutionnaire par les acquis dialectiques des militants confrontés aux luttes.

L'AUTOGESTION LIBERTAIRE

L'autogestion libertaire est un projet révolutionnaire dont le principe essentiel est la gestion collective et directe de la société par l'ensemble des individus composant celle-ci.

L'autogestion implique donc la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme sous tous ses aspects (économiques, politiques, idéologiques). Elle suppose donc un renversement des structures de domination de classe et l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.

Le projet révolutionnaire "d'autogestion libertaire" s'inscrit directement dans le processus de lutte de classes. La reconnaissance de ce principe implique le rejet de toute forme de collaboration de classe, même si celle-ci repose sur des formules proches de la gestion collective (participation, cogestion, contrôle ouvrier, ..) L'autogestion libertaire signifie donc la disparition des classes possédantes (bourgeoisie et bureaucratie), de l'Etat qui garantit la survie de la classe exploiteuse par ses flics et son armée. Cela sous-tend donc une prise de pouvoir généralisée des travailleurs organisés dans leurs conseils coordonnés fédérativement entre eux. L'autogestion n'est donc viable que si le prolétariat, se niant lui-même en tant que classe exploitée, abolit le capital et son corollaire le travail aliéné signifiant par là la destruction du vieux monde.

L'autogestion est donc le fondement théorique et pratique du communisme libertaire : théorie révolutionnaire produite par le mouvement historique du prolétariat vers son émancipation.

Tout système économique et social qui, au contraire de l'autogestion perpétue dans ses structures une domination de classe, ne peut être considéré comme un système communiste. A ce titre, l'URSS, les pays de l'Est, l'Albanie, la Chine, Cuba ne peuvent être considérés comme tels. En effet, dans ces pays le mode de production capitaliste est entièrement reproduit : la gestion de la plus value par les forces productives (le prolétariat) dans un rapport de production aliénant, est réalisée par une classe étrangère aux forces productives la bureaucratie.

L'autogestion ne peut être conçue comme un projet fini et achevé sous peine de devenir une construction technocratique extérieure à la classe sociale qui y aspire.

L'autogestion libertaire n'est en fait, que le produit d'un long processus qui démarre dans la période pré-révolutionnaire à travers les luttes sociales et politiques et qui s'achève dans la révolution elle-même.

C'est au cours de ce processus que s'affirmeront les concepts, parce qu'ils seront constamment confrontés aux pratiques sociales et effectivement élaborés par les luttes anticapitalistes.

La révolution autogestionnaire n'est rien d'autre que la mise en pratique du vieux mot d'ordre anarchiste-communiste "Tout le pouvoir aux conseils ouvriers".

Le pouvoir autogestionnaire est exercé par le prolétariat lui-même sans aucune délégation d'autorité à des individus extérieurs à lui. Le pouvoir autogestionnaire se veut donc anti-étatique, car les structures des conseils (fédéralisme) sont l'antithèse de l'Etat et combat la notion étatique et parlementariste. L'Etat structure capitaliste par essence est donc contre-révolutionnaire : ceci n'est pas une déclaration gratuite, mais le résultat d'une constatation et d'une analyse historique du rôle de l'Etat dans le développement du système capitaliste contemporain.

Par contre, par le pouvoir autogestionnaire des conseils ouvriers, le prolétariat peut réellement assumer sa capacité économique, politique et militaire.

LES SYNDICATS

Au stade actuel de son évolution (concentration monopolistique) le capitalisme en ne disposant que d'une marge extrêmement faible de répartition du profit (une des raisons des concentrations), ne peut accorder de réformes réelles, sauf peut-être dans des secteurs économiques arriérés. Le marché trop étroit pour une reproduction élargie du capital, la concurrence très vive (entre USA et Marché commun), l'insécurité des marchés de l'est, font que le Capital monopoliste voit son développement freiné et ne peut accorder que des miettes, si elles sont planifiées.

Il en découle que les luttes actuelles aboutissent à des échecs ou à des situations de rupture, d'autre part les stocks amoncés par le capital déterminent pour le capital des possibilités de résistance accrues, bien que la paix sociale soit indispensable pour les écouler dans le système de la consommation. Dans ces conditions la classe dominante a besoin d'organes dociles, totalitaires, intégrés au sein de la classe ouvrière, afin d'assurer effectivement la paix sociale.

Les syndicats actuels sont un rouage essentiel du système capitaliste. Ils participent à la planification, tant au niveau de l'Etat qu'à celui des entreprises en y présentant juste les revendications qu'ils jugent nécessaires pour contenir l'esprit de lutte des travailleurs. Une fois qu'ils se sont mis d'accord avec "partenaires sociaux", ils imposent à la base l'accord intervenu. Leur tâche principale est de maintenir les salaires dans des limites raisonnables (pour les patrons) et de détourner toute lutte vers des objectifs inoffensifs.

Apparus au XIXe siècle, les syndicats ont constitués en leur temps, l'organisation "naturelle" de résistance des prolétaires face à l'exploitation d'un capitalisme progressif : ils étaient des organes de lutte par lesquels le prolétariat entendait assurer son unification, sa survie et sa négation en tant que classe exploitée.

Et pour qui se souvient que les syndicats furent en leur temps des organismes de lutte contre les gouvernements bourgeois, il est tentant de voir dans le syndicalisme révolutionnaire le moyen de renverser le capitalisme moderne. En effet, c'est sur ces bases que devaient se fonder le syndicalisme révolutionnaire, auxquelles s'adjoignaient les principes d'une transformation radicale de la société.

Mais le syndicalisme révolutionnaire, en tant qu'organisation de masse ne pouvait que s'enrayer à travers l'évolution du capitalisme d'après guerre (concentration, planification, intégration,...) l'intervention de l'Etat, les lois sociales, les conventions collectives n'autorisant plus le retour à des syndicats révolutionnaires de masse.

Réformiste, le syndicat a donc, en son temps, rempli sa fonction historique qui était de contraindre le capitalisme à consentir des réformes. Aujourd'hui, le syndicat pour conserver un minimum de caractère de classe, doit s'attacher à la revendication immédiate et très parcellaire, alors même que le capitalisme ne peut plus accorder de réformes véritables mais des broutilles. Et de plus en plus en raison même de la précarité des conquêtes ouvrières, les syndicats sont voués à la concertation et à la pratique de collaboration de classes.

La seule fonction que leur réserve le capital, c'est celle d'organe représentatif des intérêts de la bourgeoisie au sein du prolétariat. La bureaucratisation et la centralisation des syndicats n'est pas un acte de malveillance : les syndicats ont simplement été conduits à suivre le mouvement de concentration et de planification du capitalisme, et ils ont placé leurs négociations à des niveaux de plus élevés. Une autre cause de la bureaucratisation bourgeoise des syndicats est la permanence des organisations syndicales. Or, il est pratiquement impossible que tous s'intéressent à l'activité syndicale en-dehors des périodes de lutte. C'est le moment où les délégués s'installent dans leur rôle qui devient permanent à son tour; ils s'isolent, une mentalité élitiste, l'impression qu'ils sont seuls à pouvoir comprendre les problèmes et à pouvoir les résoudre s'installe, leurs fonctions d'intermédiaires auprès du gouvernement ne fait que renforcer ce sentiment, et rapproche leurs intérêts de ceux des classes dominantes. Les directions permanentes, stables, spécialisées, maîtresses du "pouvoir syndical", garantissent la paix sociale. Dès lors soumis à l'ordre bourgeois, les syndicats ne sont plus les instruments d'unification des travailleurs. Leur nature les conduit à apparaître comme l'interlocuteur valable (parce que responsable) susceptible de canaliser ou d'enrayer les mouvements autonomes des travailleurs qui déborderaient le champ économique. C'est dans cette perspective que toute mobilisation réelle des travailleurs unifiés sur des bases radicalement différentes, à travers des actions sauvages, directes, de masse (occupation, séquestration, sabotage,...) peut se heurter aux syndicats (Limbourg, Michelin, dockers)

Le contenu des luttes aujourd'hui et leurs formes, annoncent irrémédiablement, à travers des explosions spontanées toujours plus puissantes, l'auto-organisation des travailleurs : la prise en main des

luttres sociales par les travailleurs eux-mêmes sans intermédiaire bureaucratique. Et il est entendu, pour nous, que la conscience révolutionnaire ne naît pas d'une sorte d'endoctrinement, mais bien par l'expérience même, dans la pratique des luttres et de leur radicalisation.

Notre rôle n'est donc pas d'entretenir la moindre illusion sur les syndicats, sur la possibilité qu'il y aurait à les démocratiser, où à y mener par l'intermédiaire de revendications comme "le contrôle ouvrier" une politique pseudo-autogestionnaire.

Ce que nous préconisons relève de l'auto-organisation du prolétariat par l'autonomisation des luttres : c'est par la multiplication et la coordination de comités d'action, produits par la nécessité des luttres anticapitalistes qu'une organisation prolétarienne révolutionnaire pourra se remettre en place et oeuvrer au dépassement du capitalisme.

ÉCOLOGIE

Il est du domaine de l'analyse libertaire de démontrer que l'Etat est et sera toujours inauthentique des aspirations auto-organisationnelles de la communauté humaine, que s'il est une institution suprême de classe, il ne l'est pas pour n'importe quelle classe : il a été créé par une classe improductive et dominatrice et ne pourra jamais servir une classe productive et solidariste sans couper du reste de cette classe ceux-là même qui seront à la tête de cet appareil social.

Si le rapport politique est faussé par la domination de la société par une classe improductive (féodale, bourgeoise, bureaucratique), il est de même pour le rapport écologique.

Il est donc absolument impossible de déboucher sur le projet révolutionnaire libertaire si des militants négligent l'étude du rapport écologique ou pire, admettent la validité du rapport actuel ce qui revient à dire qu'ils font leurs des aspirations de la classe dominante.

Une société qui perpétuera la mort lente, le gaspillage des ressources naturelles et l'extermination progressive de toute la vie sauvage aura usurpé le titre de socialiste.

L'autogestion dans une telle société aura presque autant de valeur que la participation ou la cogestion dans la société actuelle, nous n'aurons apparemment que le droit de choisir à quelle cadence et pendant combien d'heures par jour nous produirons de la merde.

Le socialisme sans écologie, c'est la chambre à gas.

L'écologie libertaire enrichit le projet révolutionnaire en substituant au concept mortel d'économie de croissance, le concept vital d'économie d'équilibre. Ce système repose sur une dynamique dialectique satisfaisant aux lois physiques sur la conservation de la matière et de l'énergie. Dans un tel système, l'autogestion est poussée à sa plus haute expression : le travailleur est le gardien conscient de la production et de l'environnement de cette production. Ce stade acquis est alors irréversible parce que irrécupérable.

C'est toute l'économie qui exerce sa domination sur la vie des hommes, l'hyperproduction actuelle n'est que la phase où l'économie s'est autonomisée et se développe pour elle-même. A quoi pourrait bien servir la démocratie directe, anti-autoritaire, voire même conseil-liste sur des lieux de production inutiles, parasites, polluants.

Mais, il ne s'agit pas pour nous de nous occuper de l'écologie parcellaire. Le mouvement écologique (Gueule Ouverte, Le Sauvage,..) a une place toute prête dans le système capitaliste : celle d'une organisation de masse spécialisée, de syndicats de consommateurs d'air, de saine nourriture et d'espace verts, syndicat contre les excès du système technicien, mécanisme correctif avec ses angeissés, ses scientifiques révoltés, qui seront des avertisseurs utiles, des signaux d'alarmes pour le système.

Bref, un régulateur à qui on laissera l'autonomie nécessaire, et les subsides adéquats.

AVORTEMENT CONTRACEPTION

Le 13 juillet, le gouvernement a approuvé dans son principe l'avant-projet de loi du Ministre de la Justice concernant l'avortement et la contraception. Ce projet de loi se borne à autoriser ce qui était déjà réalisé par la jurisprudence : il maintient le caractère prohibé et donc clandestin de l'avortement, et assujettit l'éventuel avortement aux cas prévus précédemment : santé de la mère ou de l'enfant violences et inceste, à un contrôle médical strict : l'avortement devra être pratiqué dans un établissement médicale équipé à cette fin, et la femme devra fournir aux avis favorables de médecins. Ce projet de loi se trouve en deça de la proposition de loi Calewaert que nous jugions déjà trop minimale à l'époque !

Dès lors, nous réaffirmons notre solidarité avec les femmes qui se sont fait avorter et avec les médecins qui les ont aidées, en allant sciemment à l'encontre de la loi.

Nous luttons pour la libéralisation totale de la législation sur la contraception et l'avortement, quel que soit le statut social de la femme (mineure, célibataire, mariée, divorcée...). Si cette libération n'est pas totale, les femmes seront encore victimes de l'arbitraire. La lutte pour la libération de la femme doit donc se poursuivre, car il est évident que le pouvoir actuel n'est pas prêt à accepter les revendications qui sont avancées par une majorité de femmes dans le domaine social : crèches pour tous, infirmeries, aide-familiale et financière accrue pour les mères défavorisées, à travail égal = salaire égal,

Nous ne voulons pas nous soumettre à l'ordre moral de spécialiste. L'avortement doit être entièrement libre et considéré comme un acte médical comme un autre ce que nous exigeons, c'est la suppression pure et simple de la législation -dépâssée par les faits et la pratique quotidienne de la population - en matière d'avortement.

Pour la libre information sur les meilleures techniques de contraception et d'avortement

Pour une société libérée de toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

MILITARISME

En ce moment, le capitalisme international entame une nouvelle phase de son développement : la phase monopolistique qui se traduit par une concentration de plus en plus forte du capital et le développement technique.

Ce processus rend nécessaire des investissements de plus en plus grands, auxquels le système ne peut faire face que par une exploitation accrue du prolétariat, mais cette exploitation accrue se heurte rapidement à un obstacle infranchissable qui est la baisse de productivité du travail surexploité.

Il semble donc qu'à l'heure actuelle la plus-value extorquée aux travailleurs soit insuffisante pour assurer aux capitalistes un taux de profit satisfaisant : la persistance du chômage illustre la crise latente du capitalisme actuel.

Pour sortir de ce cercle vicieux, il existe traditionnellement deux moyens : soit la destruction d'une partie du capital productif (par la guerre ou par une crise ouverte - comme en 1929-30, qui élimine un certain nombre de capitalistes), soit par le rétablissement du plein emploi par une intervention croissante de l'Etat, et donc un renforcement répressif afin que l'élimination du chômage ne conduise pas à un renforcement de la combativité ouvrière, et donc à une nouvelle réduction du taux d'exploitation (fascisation du régime, sens de l'actuel projet Vranckx)

Que ce soit l'une ou l'autre solution, l'armée s'avère donc indispensable pour dépasser la crise. L'armée de métier, le renforcement du potentiel militaire de la gendarmerie (Plan VDB) se justifient par la recherche d'une économie de plein emploi (investissements fructueux dans le secteur métallurgique et le commerce des armes), mais aussi moyen pour augmenter le taux d'exploitation et les profits afin d'éviter une remontée des revendications ouvrières.

En défendant une politique de plein emploi, à tout prix, dans le secteur sidérurgique, les syndicats jouent donc objectivement le jeu du régime capitaliste.

On ne peut donc séparer un phénomène (l'armée, l'idéologie militariste) des conditions réelles qui ont rendu nécessaire son existence et qui continuent à la soutenir.

Ces conditions ce sont la société d'exploitation dans laquelle nous survivons. L'armée n'est qu'un instrument dont se servent les tenants du système pour maintenir et accroître leurs profits, (en d'autres termes, l'armée est un instrument de classe (celui de la bourgeoisie et de la bureaucratie) et par conséquent sa suppression passe nécessairement par l'abolition de la société de classes, c'est-à-dire dans l'immédiat par la lutte de classes.

Le combat antimilitariste ne peut se faire en dehors de la lutte des classes. Conscients que l'armée, c'est l'Etat capitaliste (bourgeois ou bureaucratique), conscients que cette armée est l'outil de guerre contre les travailleurs (exploités et colonisés), nous croyons qu'il appartient à ceux qui luttent et qui, seuls peuvent renverser l'ordre social établi, de donner au combat son contenu politique.

Refuse l'armée pour accepter de servir l'Etat sous une autre forme c'est toujours se soumettre, combattre l'armée sans combattre l'armée de classe, c'est se condamner à une inefficacité fâcheuse.

La lutte anti-militariste signifie donc pour les révolutionnaires anarchistes un combat contre les bases économiques et politiques qui l'engendrent. L'économie capitaliste a besoin du militarisme pour survivre.

La lutte anti-militariste rejoint donc la lutte anti-capitaliste et fait donc partie intégrante du processus révolutionnaire, qui vise à la destruction radicale du capitalisme et à son remplacement par le socialisme d'autogestion libertaire, impliquant la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme sous tous ses aspects (économiques, politiques, sociaux, idéologiques) et le renversement des structures de domination de classes, ce qui suppose l'appropriation collective des moyens de production et d'échange, mais aussi le dépassement des formes actuelles de production qui est la condition de l'autonégation du prolétariat, ainsi que la gestion directe de la société par l'ensemble des travailleurs participant effectivement à la production et à l'échange, dans les conseils ouvriers base du pouvoir autogestionnaire anti-étatique du prolétariat.

Rapport adopté les 3 et 4 août 1973 par le groupe de Bruxelles de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste.